

Université et vision critique de la mondialisation

Bernard Bosredon

Introduction

La question de la mondialisation intéresse l'université pour plusieurs raisons. La première est que la complexité du phénomène est telle, dans sa nature comme dans ses manifestations, que les politiques, les “décideurs” et plus généralement tous ceux qui voient ou croient voir leur destin lié d'une façon ou d'une autre aux aléas de la mondialisation demandent aux chercheurs de les aider à définir les processus qu'elle recouvre, à en déterminer les propriétés et les limites, à en prévoir les développements possibles ainsi que ses multiples conséquences. Division du travail oblige: les décideurs économiques et politiques sont d'abord des acteurs de la mondialisation avant d'en être des analystes comme les universitaires et les chercheurs.¹ Il est donc tout à fait légitime de s'interroger sur le rôle, voire l'impact de l'université sur la mondialisation.

La deuxième raison est que l'université n'est pas coupée du monde et ne peut donc se tenir à l'écart de la mondialisation. En France, par exemple, c'est à partir de données com

paratives internationales que la question universitaire se reformule aujourd’hui. Le décalage entre le double système d’enseignement supérieur français (universités et grands établissements d’une part, grandes écoles d’autre part) et la formule universitaire la plus répandue dans le monde² inspire ainsi en France certaines évolutions visant au rapprochement d’institutions jusqu’ici traditionnellement éloignées. Les universités ne se tiennent donc pas en dehors de l’ensemble soumis aux processus de mondialisation et l’on peut légitimement se demander quel est l’impact de la mondialisation sur l’institution universitaire elle-même.

Mais il existe une troisième raison en relation avec la précédente, une raison plus fondamentale car elle touche au rôle même de l’université. La mondialisation est un processus complexe de nature essentiellement économique, le produit d’un ensemble de forces et de contraintes subies et non voulues, qui sont construites et mises en œuvre indépendamment de la volonté des individus, des groupes et souvent des politiques. C’est la figure de la nouvelle économie. La question qui se pose aux universités est donc à la fois simple et redoutable: que peuvent-elles devenir dans ce jeu de contraintes, verra-t-on surgir des universités mondiales comme l’on voit émerger des groupes économiques et des standards mondiaux?

Tenter une réponse, c’est poser la question du rôle de l’université, la question de sa spécificité, dans une économie mondialisée et une culture en voie de l’être. Cela implique nécessairement une position critique, à la fois par rapport au

processus de la mondialisation et par rapport aux universités engagées dans cette évolution. Cela exige également qu'au-delà des analyses, on rappelle la responsabilité éthique de ces institutions qui, quoique dotées d'une certaine autonomie de fonctionnement par rapport à d'autres, sont néanmoins impliquées dans l'évolution de nos sociétés. Imaginer des propositions, c'est faire le pari que l'université par son exigence humaniste peut conférer au changement une dimension plus ambitieuse, une dimension précisément humaine.

J'examinerai d'abord l'impact de la mondialisation sur les universités. Elle promeut deux choses: la compétitivité et la dimension économique. Je verrai ensuite quelles conséquences on peut attendre de cette évolution et terminerai en proposant quelques orientations pouvant servir une conception responsable et humaniste de l'université.

1. L'université: un objet de la mondialisation

1.1. *Les universités sont entrées dans une ère de compétition internationale*

Les universités sont naturellement ouvertes sur le monde en raison du caractère unique de deux de leurs missions: la recherche et l'enseignement des résultats de cette recherche. Ces deux missions font rayonner les universités au-delà des frontières nationales et les exposent, en retour, à une compétition internationale dans leur domaine de compétences, celui de la construction des savoirs et de leur diffusion.

Compétition internationale dans la recherche en effet. Qu'il s'agisse de physique nucléaire, de biologie, de mathématiques pures ou appliquées ou de sociologie, de linguistique, de recherches érudites, littéraires ou artistiques, tout ce qui est produit par cette activité est par nature non territorialisé et doit être soumis, autant qu'il est possible, à l'obligation d'échange et d'évaluation à l'échelle mondiale. La recherche ne peut donc prospérer dans les limites d'un territoire et les frontières qui empêchent la circulation de ses résultats et la mobilité de ses acteurs ne font que l'amoindrir. Elle ne respire bien que l'air du large et vit de se soumettre toujours à la vérification de quelque chercheur que ce soit et en quelque endroit qu'il se trouve. La recherche est par essence universelle. Sa mondialisation ne peut donc qu'être bénéfique.

Mobilité compétitive des étudiants et des professeurs également. Puisque l'enseignement universitaire transmet des produits de la recherche, il va de soi qu'il ne peut lui-même être pensé et pratiqué de façon idiosyncrasique, pour une communauté donnée, dans un espace mental et géographique spécifique. Disons que les intelligences accueillies dans un espace universitaire, comme la recherche, n'ont pas à être territorialisées même si, effectivement, on peut constater l'existence de cultures universitaires, de pratiques d'enseignement et de formation, de rhétoriques de présentation des analyses et des conclusions savantes très variables et très diversifiées selon les pays et leurs traditions académiques. Par conséquent, dès lors que les obstacles à la mobilité

diminuent (obstacles administratifs, économiques, linguistiques...), on constate sans surprise que les étudiants circulent davantage et l'on peut s'attendre certainement à une mobilité croissante des étudiants entre établissements étrangers, à l'image des connaissances elles-mêmes.

1.2. *Les universités: un enjeu de la nouvelle économie*

Compétition, Echanges généralisés, les mots de l'économie sont les mêmes. Toutefois, si l'on ne doit pas confondre les échanges universitaires et les échanges économiques, il semble néanmoins que les frontières entre l'économie et les universités sont devenues poreuses. Les économistes nous le disent: le développement de l'économie mondiale est aujourd'hui, pour une part de plus en plus importante, conditionné par l'innovation. Or l'innovation est comme l'on sait totalement tributaire de la recherche. Nous sommes donc entrés dans ce qu'il est convenu d'appeler une "économie de la connaissance". Les conséquences socio-économiques et sociologiques sont immédiates: cette nouvelle économie exige de plus en plus de cadres de très haut niveau et un nombre toujours plus important de chercheurs. Cela donne aux universités des responsabilités économiques directes. Seules les universités concentrent en effet autant de forces de recherche en termes de moyens et de compétences. Elles seules sont capables de former de façon satisfaisante en quantité et en qualité les acteurs de la recherche de demain. C'est pourquoi c'est logiquement vers elles et leurs centres

de recherche qu'on adresse aujourd'hui des demandes toujours plus pressantes de coopération utiles avec les industriels et les acteurs proprement économiques.

Pour affronter la concurrence mondiale de la course à l'innovation, on assiste ainsi à un vaste mouvement de mise en relation, voire d'intégration, d'entités jusqu'ici isolées ou peu interdépendantes: structures d'enseignement et de recherche établissant des rapports plus étroits avec les entreprises et les territoires, les espaces géographiques et les aires culturelles. La mondialisation, on le sait, articule du local à du global et infuse du global au niveau local, qu'il s'agisse de produits, de goûts, de modes, de standard, de système de mesures ou d'indicateurs. Pour se mettre en ordre de marche, la France s'oriente plutôt vers le regroupement d'établissements autour de grandes universités scientifiques, en relation dans certains cas avec des entreprises, selon le principe des *clusters* ou des pôles de compétitivité. On espère par là répondre à la fois aux exigences mondiales de synergie entre recherche, développement et industries nouvelles tout en donnant aux établissements d'enseignement et de recherche une taille conforme à leur mission, à leur environnement et à leur ambition au-delà des frontières nationales en les incitant à établir des alliances et à constituer des réseaux de recherche (PRES et RTRA en France³). Au plan simplement de l'enseignement et donc de la formation des chercheurs de demain, les universités européennes s'efforcent de mettre en place un espace d'enseignement supérieur qui permette une plus grande mobilité des étudiants. Au

plan de la recherche, l'Europe encourage par une série de mesures et de recommandations la constitution de pôles forts de recherche. Ces évolutions vont toutes dans le même sens, construire un espace d'enseignement et de recherche de dimension internationale et non simplement nationale voire régionale.

Compétition et appui au développement économique constituent donc aujourd'hui des orientations universitaires nouvelles. Quelles conséquences, bonnes ou mauvaises, peut-on en attendre?

2. Mondialisation et nouvelles tendances

La compétition mondiale qui va croissant entre les établissements engendre des interrogations nouvelles dans les universités. Dans la plupart des pays du monde en effet, les universités font face à un triple défi: atteindre un niveau de qualité soutenant la comparaison au plan mondial, diversifier le financement en raison de la baisse de plus en plus constatée des financements publics et, d'une façon plus globale, améliorer la gouvernance. Pour répondre à cette mondialisation, beaucoup de politiques universitaires s'orientent aussi aujourd'hui vers l'interdisciplinarité et la constitution de réseaux internationaux. Mais plus largement la mondialisation ouvre un immense champ de la comparaison des pratiques, des visions et des stratégies universitaires qui rend immédiatement suspecte toute tentative tendant à imposer un modèle unique de l'université.

2.1. Gouvernance et mondialisation: questions multiples

La mondialisation interroge directement la gouvernance des universités. Celles-ci ne sont plus en effet soumises simplement au jeu de la comparaison régionale ou nationale mais l'internationalisation progressive peut amener des interrogations fondamentales sur le mode de fonctionnement des établissements dans chaque pays, sur les priorités à servir (formations de très haut niveau? enseignements professionnels? objectifs commerciaux?). L'augmentation des ressources passe-t-elle par du *fund rising*? par l'augmentation des droits? ou encore par un abondement plus significatif de fonds publics? Chaque réponse retenue implique sinon un profil universitaire, en tout cas une conception spécifique de la chose universitaire dans son rapport à la société qui l'accueille.

Autre question, celle de la qualité et de l'équité. L'accès à l'université doit-il être ouvert ou sélectif? On sait que les formules varient selon les pays et que, parfois, dans un même pays on voit cohabiter un système ouvert et un système sélectif selon les disciplines et/ou selon la nature des établissements (universités/grandes écoles en France). On constate aussi selon les pays une évaluation différente de l'impact de telle ou telle formule (accès libre ou sélectif) sur la qualité. Beaucoup en France pensent encore que la qualité du futur docteur ou du futur ingénieur doit être constatée dans les deux ou trois premières années après le baccalauréat, le diplôme de fin d'études secondaires. D'autres pensent que la formation doit être sélective tout au long des études et que

l'on ne peut pas déterminer à l'avance les niveaux de formation qui pourront être atteints par un individu.

La catégorie “formation supérieure” est donc hétérogène et recouvre des réalités très différentes selon les pays. Il est donc essentiel que le vaste mouvement qui fait progresser l’internationalisation des standards et des pratiques universitaires tienne aussi compte de la diversité des situations locales et de leurs besoins. L’Afrique, par exemple, a aujourd’hui besoin d’un enseignement de base en raison du développement de la massification, de la faiblesse des moyens, du vieillissement et du petit nombre de ses enseignants; en raison également de la médiocrité des équipements de recherche. Ce n’est pas le cas aux Etats-Unis. Ce n’est pas non plus le cas en Europe, même si cette partie du monde accumule des retards dans le développement de son système supérieur et de recherche comme on peut le vérifier dans tous les classements internationaux.

2.2. La question des disciplines

La mondialisation des relations universitaires a tendance à stabiliser certaines orientations au plan des disciplines et de la recherche. Au plan des disciplines, elle donne aux sciences dures et à la technologie une place centrale. Elles assument en effet un rôle stratégique dès lors que l’innovation technique est privilégiée par les industriels et les forces du marché. Cependant, une conception à courte vue d’une formation moderne tend, pour des raisons de coût, à limiter la formation supérieure à des enseignements très tôt spécia-

lisés. Il est au contraire certainement très urgent aujourd’hui de former les générations nouvelles à la diversité du monde, à ses langues, à ses cultures. Les scientifiques eux-mêmes réclament une dose importante de sciences humaines et sociales, une part plus grande pour la culture générale et l’analyse critique.

Cette nécessité se fait sentir au plan de la recherche. D’une façon générale, l’ouverture des frontières concerne à la fois les territoires et les disciplines. Cela ne va pas sans difficultés, et nous constatons dans la plupart des pays du monde des résistances facultaires à développer l’interdisciplinarité. On observe cependant des évolutions avec la création de facultés transdisciplinaires et/ou des facultés d’études supérieures en relation étroite avec les équipes de recherche. En France, ont été créées des écoles doctorales sensées articuler des programmes difficilement gérables dans le cadre ancien de la faculté. Ces articulations sont aujourd’hui nécessaires dès qu’on s’attaque aux grandes problématiques contemporaines d’échelle mondiale: migrations, multilinguisme/monolingisme/plurilinguisme, sécurité, terrorisme, pandémies, pharmacologie et accès aux médicaments...

2.3. Le développement des réseaux et de l’internationalisation

Le développement des réseaux scientifiques et institutionnels est inéluctable. La mise en réseau des établissements et de leurs équipes apportent une plus-value considé-

rable à l'action de chacun. Cela implique des politiques d'échanges scientifiques et non simplement des rapports de compétition économique. Il n'est pas sûr que toutes les universités dotées de capacités de recherche dans le monde disposent de moyens à la même hauteur pour remplir ces missions. Les grandes organisations mondiales, les associations internationales d'universités et les conférences de recteurs entre les Etats doivent par conséquent favoriser la mise en place de ces espaces en réseau. Les rencontres de conférences de recteurs deviennent progressivement des forums naturels où l'on peut débattre des problèmes posés par la mondialisation. On y constate la disparité des situations selon les régions du monde. On y prend la mesure de l'ampleur des moyens nécessaires pour un enseignement supérieur de qualité. On y distribue l'information. Le besoin de rencontres se fait donc sentir pour procéder à de vastes échanges de vue concernant les bonnes pratiques, les difficultés rencontrées. Par exemple, comment on résout ici ou là tel ou tel problème d'interdisciplinarité, telle ou telle question de gouvernance, telle ou telle difficulté d'accès à l'information, d'accès à la documentation. La constitution de consortium pourrait être une réponse intéressante dans certains cas, par exemple pour négocier avec de grands groupes d'édition.

Autre évolution: l'internationalisation progressive du corps professoral. C'est le deuxième étage après les réseaux qui permet d'accéder à un niveau satisfaisant d'ouverture. De plus en plus d'établissements ouvrent leur recrutement à

l'échelle mondiale. Parfois par nécessité. De plus en plus par intérêt. C'est ainsi que l'Institut des sciences politiques de Paris a pris la décision récente de recruter prioritairement des professeurs étrangers.

3. Quelle éthique universitaire dans le contexte de la mondialisation?

Comme cela a été dit, les universités ne sont pas à l'extérieur de nos sociétés. Il n'est donc pas étonnant qu'elles connaissent les mêmes contradictions internes que nos sociétés saisies par la mondialisation. Toutefois, on peut imaginer assez facilement les évolutions qui restent compatibles avec les traditions les plus nobles de l'institution universitaire et celles qui n'auront de cesse de les détruire.

Partons de la première donnée, la plus inquiétante: l'enseignement supérieur est devenu un marché où s'affrontent des universités et des pays, des espaces en concurrence, des économies en relation avec des systèmes éducatifs. Cette compétition internationale va s'intensifier car la maîtrise de la matière grise est devenue un enjeu stratégique tout autant que les matières premières et la sécurité des communications. Le nombre d'étudiants effectuant leur cursus dans un pays étranger a été multiplié par deux entre 1980 et 2002 et l'on parle aujourd'hui de parts de marchés pour désigner le pourcentage des étudiants en mobilité internationale que certains pays attirent. L'université doit-elle pour cela se transformer en entreprise? Les étudiants sont-ils devenus aujourd'hui de purs consommateurs à l'image de ce qu'ils

sont certainement, comme chacun d'entre nous, lorsqu'ils s'adonnent au rite marchand de l'approvisionnement en DVD, en disques, voire en *big burgers*. Les universités ont besoin d'argent pour fonctionner mais elles doivent veiller à ne pas faire de cette nécessité une mission majeure.

Premier principe, un mixte de principe de réalité et d'exigence institutionnelle: les universités doivent être bien financées pour former au plus haut niveau mais l'adaptation de l'institution aux règles du marché devenu international ne doit pas la transformer en une entreprise ordinaire. Il faut bien prendre la mesure de cette orientation car elle peut connaître une dérive marchande. Deuxième principe, purement axiologique, le principe que j'appellerai sans originalité "académique". Il existe des valeurs qui donnent, et elles seules, un sens académique à une activité. Selon ces valeurs, les universités restent d'abord des lieux ouverts, s'efforçant de promouvoir des valeurs universelles, des lieux de discussion libre, de recherche critique et rationnelle sans limitation aucune, des enceintes de protection jalouse des savoirs, des espaces de démocratie et d'égalité des esprits. Ces valeurs disent que ce qui pousse l'université à persister dans son être c'est la recherche de nouveaux savoirs et leur transmission quelles que soient les difficultés économiques et politiques. Appliquer ce principe fondateur de l'acte académique est plus difficile aujourd'hui pour deux raisons essentiellelement.

La première est la toute puissance d'un marché dès qu'il s'étend au-delà d'un espace national ou régional. Les Etats prennent conscience qu'ils ne sont pas entièrement maîtres

de l'avenir de leur enseignement supérieur et qu'ils doivent compter avec le reste du monde. Les universités doivent veiller à couvrir leurs besoins en portant une attention redoublée sur la question de leur financement. La seconde est l'ouverture aujourd'hui à toutes les cultures du monde. Peut-on être sûr que les valeurs qui fondent l'acte académique soient partagées par tous? On peut en douter en lisant son journal. On peut en douter en observant ces nouveaux étudiants que je qualifierai de consommateurs-citoyens. Ce principe est aujourd'hui incontournable car il peut apporter à l'heure du changement les balises dont nous avons besoin.

Les universités peuvent donner en effet les bases critiques et la culture nécessaire aux futurs citoyens du monde au moment où la mondialisation progressivement tend à engendrer et à formater un consommateur du monde. Par le but qu'elles poursuivent, l'"intérêt-désintéressé" dans le développement humain, les universités compensent les excès de l'utilitarisme individuellement centré. Elles peuvent par leurs actions de coopération promouvoir avec les organisations mondiales les solidarités nécessaires. Elles forment les étudiants à la démocratie. Elles deviennent par là responsables et comptables de l'évolution du monde et échappent à la critique facile de la tour d'ivoire. Engagées dans le monde, elles l'analysent, élargissent notre champ de conscience.

Conclusion

La mondialisation est vécue comme une opportunité dans certains cercles et pour certaines parties de la popula-

tion. Elle est appréhendée, dans les deux sens du terme, par d'autres comme une menace pour leurs traditions ou leur niveau de vie. "Eduquer pour l'ère planétaire"⁴ est un pari que les universités peuvent tenir. Plus que la plupart des organisations humaines, elles possèdent les ressources non seulement de leur renouvellement mais surtout des capacités uniques pour développer ce qui fait le plus défaut aujourd'hui au plan international: une citoyenneté globale soucieuse de la diversité.

Notes

1. Il suffit d'un coup d'œil sur les références récentes et abondantes réunies dans les bibliographies de *Développement mondial et mutations des sociétés contemporaines*, de Jean Copans, Paris, A. Colin, 2006, et de *La mondialisation de la culture*, de Jean-Pierre Warnier, Paris, La Découverte, 2004, pour s'en persuader.
2. Un seul type d'établissement: l'université.
3. PRES: "Pôle de recherche et d'enseignement supérieur"; il s'agit d'un ensemble d'universités et d'écoles qui s'associent pour développer ensemble des projets de formation et de recherche à un niveau international. RTRA: "Réseau thématique de recherche avancée"; ces réseaux associent autour d'une thématique de recherche commune (mathématiques, nanosciences etc) des centres de recherche appartenant à plusieurs établissements.
4. Edgar Morin, *Eduquer pour l'ère planétaire. La pensée complexe comme Méthode d'apprentissage dans l'erreur et l'incertitude humaines*, Paris, Balland, 2003.